



Académie des sciences d'outre-mer

*Les recensions de l'Académie*¹

***Le français et les langues partenaires : convivialité et compétitivité / sous la direction de
Musanji Ngalasso-Mwatha
éd. Presses universitaires de Bordeaux, 2013
cote : 59.613***

Il s'agit ici d'un ouvrage collectif publié par le CELFA (Centre d'Études linguistiques et littéraires Francophones et Africaines), de l'université Bordeaux Montaigne, qui s'est fait connaître depuis sa création en 1969 (sous le nom de CELMA) à travers des colloques et d'autres ouvrages collectifs. Il jouit d'une réputation certaine dans les milieux qui s'intéressent à la francophonie, notamment la francophonie en Afrique.

Le directeur de la présente publication (qui fut aussi celui du CELFA jusqu'en 2013) a aussi enseigné à Kinshasa, au Canada, à la Sorbonne. Il a notamment publié un « L'Afrique répond à Sarkozy. Contre le discours de Dakar ». Mais là n'est pas le fond du sujet.

Vingt-six contributeurs ont participé à cet ouvrage. Sans vouloir emprunter à d'autres débats à propos des « statistiques ethniques », on relèvera qu'à une ou deux exceptions près, ces contributeurs sont d'origine africaine. On pourra regretter au passage que, contrairement à un certain usage, ces auteurs ne soient pas présentés à travers une courte notice.

Le sens de cette impertinente notation « ethnique » est que l'on a affaire à une petite pléiade de rédacteurs dont la langue courante d'expression culturelle et scientifique est le français mais qui, par ailleurs, ont de bonnes raisons de connaître de l'intérieur les problématiques de la coexistence d'une langue de communication mondiale, véhicule privilégié de la scolarisation et surtout des études, et d'un certain nombre de langues proprement africaines. Lesquelles n'ont aucune raison de disparaître et en ont beaucoup à se moderniser afin de prendre en compte les réalités intellectuelles et culturelles du monde d'aujourd'hui.

La problématique à laquelle cet ouvrage apporte donc un certain nombre d'illustrations monographiques est bien posée, dès l'avant-propos du directeur de la publication. Sans aller jusqu'à prétendre que le français serait devenu une des langues africaines de par son usage en Afrique, comme ce fut naguère parfois le cas, il souligne que « si l'enracinement du français en Afrique continentale et dans les espaces créolophones environnants est une réalité indéniable, l'impact de la francophonie sur la population à la campagne comme au cœur des villes, paraît mitigé... ». Tout comme, en France, le fut et le reste aujourd'hui marginalement le français au regard d'un certain nombre de langues régionales. Ce qui mériterait un autre débat dont ce n'est ici pas le lieu, la question de la non reconnaissance de ces langues ne pouvant s'appliquer hors des frontières hexagonales.



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

Cet «impact» se comprend d'abord du fait que dans la grande majorité des pays africains francophones, le français reste la langue officielle, celle de l'administration, de la justice et, sous certaines réserves, celle de la scolarisation. Ce qui est de nature à questionner les patriotes, les tenants d'un développement culturel moderne autant qu'économique, pas nécessairement francophobes, voire tout autant francophiles, d'où un mal-être et surtout une des causes de la dégradation continue de la scolarisation au fur et à mesure que ses taux s'accroissent.

Le titre devient alors très parlant : le propos ne sera pas de contester la place du français dans le monde ni sa bonne maîtrise par des locuteurs qui ne sauraient s'en passer, mais bien de savoir si et comment ce français de l'ancien colonisateur peut et doit cohabiter avec des langues africaines modernisées, instruments de première scolarisation : quelle formes de partenariat, de « convivialité », d'échanges (ou, selon le titre, de compétitivité)?

Si la problématique est bien posée, il y manque sans doute à la fois des retours sur expérience (la scolarisation dans les langues locales en Guinée des années 1960 fut un désastre et la monographie qui lui est consacrée en début d'ouvrage ne semble pas poser de diagnostique clair) et des propositions opérationnelles explicites.

Conformément au schéma annoncé, la première partie pose la question des « politiques linguistiques et des problèmes de convivialité » : comprendre que lesdites politiques devraient s'inscrire dans la complémentarité de leurs modes d'expression. Au français par exemple la diplomatie, les sciences, une certaine expression littéraire ; aux langues autochtones, la profonde compréhension de la société, de l'africanité (mot non employé par le directeur). Mais sans la hiérarchisation héritée de la période coloniale...Et avec la possibilité donnée à ces langues de s'adapter au monde d'aujourd'hui et à leur besoin de pouvoir l'exprimer. Ici, une courte parenthèse du commentateur de l'ouvrage : cette problématique fut autrefois celle de l'Hexagone, à laquelle il fut et reste encore opposé le principe selon lequel l'unité républicaine de la nation suppose la mise à mort des langues régionales par confinement à un rôle domestique et par exclusion de toute forme d'enseignement à l'école de la République. Ou comment les mises en garde de Musanji-NGALASSO-MWATHA ne sont pas vaines, au cas où les pays africains francophones ne réussiraient pas cette « convivialité » qui consiste à traiter leurs langues, y compris le français, sur un pied d'égalité dans la complémentarité.

Dans une seconde partie, de nombreux exemples sont donnés de succès des langues autochtones dans des domaines aussi variés que le théâtre, la religion, une certaine forme « d'africanisation » du français par des romanciers africains.

La troisième et dernière partie traite de propositions et de pistes pour mettre en œuvre le partenariat évoqué auparavant. Peut-être est-ce à ce stade la moins convaincante

Chacune de ces trois parties est constituée en effet de contributions qui relèvent plus de la courte monographie sur un sujet ou une expérience spécifique que d'essais plus approfondis et plus généraux. Très sagement, Musanji-NGALASSO-MWATHA conclut son avant-propos par une déclaration empreinte de modestie : certes, les auteurs n'ont pas élaboré de stratégie complète et complexe ; ils ont en revanche ouvert le débat en illustrant à travers leurs contributions l'objectif majeur de l'ouvrage : « dés-hiérarchiser » les langues en restant fidèle à une francophonie égalitaire qui saurait user d'un français langue de culture, de



Académie des sciences d'outre-mer

civilisation, de science et de communication, sans pour autant exclure du concert d'autres et nombreuses langues à vocation de partenaires. Ou comment d'une langue qui fut impériale et ne devrait plus être impérialiste, y associer à pleine égalité des langues qui ont, elles aussi, vocation à exprimer cultures, compréhension du monde et ouverture.

Jean Nemo